



CENTRE DE GESTION DE LA
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

**Coordonnateur du groupement :
Centre de Gestion de la fonction publique territoriale d'Ille et Vilaine
(CDG 35)**

**PROCEDURE ADAPTEE
En application des articles L2123 et R2123
du Code de la Commande Publique**

**Tests psychotechniques : élaboration ou proposition
de tests préexistants, correction, traitement et
restitution des résultats dans le cadre
des concours de gardien-brigadier de police municipale**

***Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)***

***N° de marché
PS-2019-71***

Service Ressources
Finances / Marchés Publics

Village des Collectivités Territoriales
1 avenue de Tizé
CS 13600
35236 THORIGNÉ-FOUILLARD CEDEX

Téléphone : 02 99 23 31 00
Télécopie : 02 99 23 38 00
Site internet : www.cdg35.fr
E-mail : contact@cdg35.fr

SOMMAIRE

Article 1 :	Coordonnateur et représentant du groupement de commandes.....	3
Article 2 :	Objet du marché	3
Article 3 :	Pièces constitutives du marché	3
Article 4 :	Procédure de passation.....	4
Article 5 :	Décomposition de la consultation	4
Article 6 :	Durée du marché	4
Article 7 :	Montant du marché	4
Article 8 :	Modalités de mise en œuvre des bons de commande.....	4
Article 9 :	Termes couverts par les bons de commande	4
Article 10 :	Modalités d'exécution	5
Article 10.1 :	Constataction de l'exécution des prestations	5
Article 10.2 :	Délais d'exécution	5
Article 10.3 :	Conditions d'exécution.....	5
Article 10.4 :	Stockage, emballage et transport.....	5
Article 11 :	Sous-traitance.....	5
Article 12 :	Disposition relatives à la co-traitance	5
Article 13 :	Prix et modalités de détermination dans les prix	5
Article 13.1 :	Caractéristiques des prix pratiqués	6
Article 13.2 :	Modalités de variation des prix	6
Article 13.3 :	Contenu des prix	7
Article 13.4 :	Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée	7
Article 14 :	Pénalités	7
Article 15 :	Conditions de règlement	7
Article 16 :	Présentation des demandes de paiement	7
Article 16.1 :	Données de la facture	8
Article 16.2 :	Format électronique	8
Article 16.3 :	Format papier.....	8
Article 17 :	Modalités de règlement	8
Article 18 :	Confidentialité.....	8
Article 19 :	Assurances	8
Article 20 :	Résiliation	8
Article 21 :	Règlement des litiges	9
Article 22 :	Modification du marché	9
Article 23 :	Garantie financière	9
Article 24 :	Dérogation au CCAG-PI	9

Article 1 : Coordonnateur et représentant du groupement de commandes

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale d'Ille et Vilaine
Village des Collectivités Territoriales
1, avenue de Tizé
CS 13600
35236 Thorigné-Fouillard Cedex

Article 2 : Objet du marché

Le Centre de Gestion d'Ille et Vilaine (ci-après le **CDG 35**), et les CDG¹ figurant en **annexe 1** à l'acte d'engagement organisent les concours de GBPM².

Dans le cadre de ces concours, les candidats admissibles, passent dans les conditions garantissant leur anonymat, **des tests psychotechniques** non éliminatoires, destinés à permettre **une évaluation de leur profil psychologique**.

C'est ainsi qu'a été constitué un groupement de commandes composé des 15 Centres de Gestion organisateurs susvisés.

Le CDG 35 est le coordonnateur du groupement ; à ce titre, il organise la procédure de consultation jusqu'à la notification du marché.

Après celle-ci, chaque membre du groupement passe commande pour la satisfaction de ses propres besoins, auprès du prestataire retenu.

Le marché à passer dans le cadre de ce groupement porte sur les prestations de services suivantes, nécessaires à l'organisation des concours de gardien-brigadier de police municipale (**GBPM**) :

- ✚ Diagnostic du besoin et définition du profil psychologique ;
- ✚ Elaboration de tests psychotechniques (ou proposition de tests préexistants et adaptés aux besoins) ;
- ✚ Fourniture du matériel nécessaire au déroulement des tests psychotechniques ;
- ✚ Traitement et suivi de ces tests (notamment analyse écrite et individuelle des tests de chaque candidat) ;
- ✚ Restitution des résultats ;
- ✚ Réponse aux questions et/ou réclamations des candidats transmises par les CDG organisateurs.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du présent marché sont énumérées comme suit par ordre de priorité décroissante:

Pièces particulières :

- ✚ l'Acte d'Engagement (AE), paraphé, daté et signé par la personne habilitée à signer les documents du marché (de manière manuscrite ou de manière électronique suivant la remise de l'offre), et l'acte de sous-traitance, le cas échéant ;
- ✚ les annexes à l'Acte d'Engagement listées ci-dessous :
 - Annexe 1 : Adresses des CDG et coordonnées des personnes référentes pour chaque CDG ;
 - Annexe 2 : Profil administratif d'un gardien de police municipale ;
 - Annexe 3 : Fiche métier CNFPT d'un gardien de police municipale ;
 - Annexe 4 : Planning de la session 2020, **signé des deux parties** (de manière manuscrite ou de manière électronique suivant la remise de l'offre) ;
 - Annexe 5 : Adresses des CDG et des comptables assignataires ;
 - Annexe 6 : Bordereau des prix unitaires, **daté et signé** (de manière manuscrite ou de manière électronique suivant la remise de l'offre).
- ✚ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✚ le calendrier de la session 2022 qui sera transmis ultérieurement (ce calendrier aura valeur contractuelle dès lors que celui-ci sera approuvé par les deux parties) ;

¹ Centre(s) de Gestion

² Gardien-Brigadier de Police Municipale

- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✚ l'offre technique et financière du candidat ;
- ✚ les bons de commande émis à la survenance d'un besoin.

Pièces générales :

- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 avec son option A.

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant. Les pièces générales, bien que non annexées aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

Article 4 : Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée prévue aux articles L2123 et R2123 du code de la commande publique.

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles R2162-1 à 14 du code de la commande publique.

Article 5 : Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots pour le présent marché car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 6 : Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de quatre ans à compter de sa notification au titulaire, étant toutefois précisé qu'à l'issue de l'exécution du dernier bon de commande, le titulaire est tenu de traiter les réclamations ou recours éventuels de candidats, formulés dans les délais réglementaires.

La périodicité envisagée pour l'organisation de ces concours est biennale ou quasi-biennale.

Article 7 : Montant du marché

Conformément à l'article R2121-8 du code de la commande publique, le marché est conclu sans minimum mais avec un maximum de 220 000 € pour toute la durée du marché.

Article 8 : Modalités de mise en œuvre des bons de commande

Les Centres de Gestion du groupement de commande de ce marché sont chacun chargés de l'exécution de la partie les concernant. Chacun d'eux adressera donc ses propres bons de commandes ou ordres de service au titulaire.

Les commandes seront faites au fur à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par les membres du groupement.

Les 15 membres du groupement ne sont pas tenus de commander simultanément des prestations pour chaque session.

Article 9 : Termes couverts par les bons de commande

Les termes couverts par les bons de commande sont :

- ✚ la nature des fournitures et/ou de la prestation demandés ;
- ✚ le montant total des fournitures et prestations ;
- ✚ les délais d'exécution et de mise en œuvre ;
- ✚ le comptable responsable des paiements.

Article 10 : Modalités d'exécution

Article 10.1 : *Constatation de l'exécution des prestations*

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI sont applicables.

Article 10.2 : *Délais d'exécution*

Le marché prendra effet à compter de sa notification au titulaire.

Article 10.3 : *Conditions d'exécution*

Les prestations devront être réalisées conformément aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières du Marché.

Article 10.4 : *Stockage, emballage et transport*

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 21 du CCAG-PI.

Article 11 : Sous-traitance

Conformément à l'article 12 du CCAG-PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement auront été agréées par la personne publique, bénéficiera du paiement direct par le CDG 35, pour toute somme supérieure ou égale à 600 euros TTC.

Les conditions de paiement du sous-traitant sont identiques à celles du titulaire.

La déclaration de sous-traitance est à annexer au présent marché ainsi que l'attestation sur l'honneur que chaque sous-traitant doit remplir, dater et signer de manière manuscrite ou de manière électronique selon les moyens utilisés pour la remise de l'offre.

Chaque sous-traitant devra justifier qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat devra également fournir, pour chaque sous-traitant, toutes les pièces pour justifier de ses capacités (*article 12.1 du règlement de consultation*).

La sous-traitance est autorisée uniquement pour la partie liée aux prestations de service.

Article 12 : Disposition relatives à la co-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

Article 13 : Prix et modalités de détermination dans les prix

Le présent marché est conclu conformément au bordereau des prix du marché.

Article 13.1 :Caractéristiques des prix pratiqués

Le prestataire propose un prix unitaire pour chacune des tranches désignées ci-dessous :

- ✚ Tranche A : inférieure ou égale à 75 tests ;
- ✚ Tranche B : de 76 à 175 tests inclus ;
- ✚ Tranche C : de 176 à 275 tests inclus ;
- ✚ Tranche D : supérieure à 275 tests.

Ces prix unitaires s'appliqueront par strates selon le nombre de tests commandés.

Le nombre de tests commandés n'est pas cumulable. A chaque nouvelle commande, le nombre de tests est ramené à « 0 ».

Exemple d'application des prix unitaires (*prix fictifs utilisés pour illustrer l'exemple*) :

Tranche	Prix unitaires
Tranche A : inférieure ou égale à 75 tests	20.00 €
Tranche B : de 76 à 175 tests inclus	15.00 €
Tranche C : de 176 à 275 tests inclus	10.00 €
Tranche D : supérieure à 275 tests	5.00 €

Exemple 1 :

Si un CDG commande 277 tests, les prix pratiqués sont les suivants :

Tranche A	75 tests x 20.00 € = 1 500.00 €
Tranche B	100 tests x 15.00 € = 1 500.00 €
Tranche C	100 tests x 10.00 € = 1 000.00 €
Tranche D	2 tests x 5.00 € = 10.00 €
TOTAL	4 010.00 €

Si ce même CDG repasse une commande ultérieurement, le nombre de tests n'étant pas cumulable, celui-ci est ramené à « 0 ».

Exemple 2 :

Si un CDG commande 62 tests, les prix pratiqués sont les suivants :

Tranche A	62 tests x 20.00 € = 1 240.00 €
-----------	---------------------------------

Si ce même CDG repasse une commande ultérieurement, le nombre de tests n'étant pas cumulable, celui-ci est ramené à « 0 ».

Ces tarifs sont précisés H.T et TTC dans le bordereau des prix.

Article 13.2 :Modalités de variation des prix

Les prix sont des prix valeur octobre 2019. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Ces prix sont fermes pendant les douze premiers mois du marché. A l'expiration des 12 premiers mois, ils évoluent comme suit, si le prestataire demande expressément qu'il soit procédé à la révision du prix :

$$P_n = P_0 [0,30 + (0,70 \times A21MZ-n/A21MZ-0)]$$

Dans laquelle :

- ✚ **P0** = valeur du prix au moment de la remise de l'offre (dernier indice publié par l'INSEE en octobre 2019),
- ✚ **Pn** = valeur du prix à la date de révision de celui-ci (dernier indice publié par l'INSEE à la date anniversaire du marché),

- ✚ 0, 30 est le terme fixe (partie du prix non soumise à variation),
- ✚ A21MZ-0 = services professionnels, scientifiques et techniques, au moment de l'établissement de l'offre,
- ✚ A21MZ-n = services professionnels, scientifiques et techniques, à la date anniversaire du marché

Cet indice est un indice destiné aux professionnels : indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B). **Son identifiant est 010545940.**

Cette formule et ce calcul sont réalisés avec les derniers indices officiellement disponibles (publiés) à la date anniversaire du marché, et ceux qui les précédaient 12 mois plus tôt.

Article 13.3 : Contenu des prix

Ces prix intègrent toutes les charges fiscales et autres qu'implique la réalisation ou la fourniture des tests, la correction et le traitement des résultats nécessaires à la bonne réalisation de la prestation, (frais de reprographie, d'envoi, marge pour risques, marge pour bénéfices, frais éventuels de déplacement, restauration, hébergement ...).

Par ailleurs, comme indiqué au bordereau des prix unitaires, les prix pratiqués intègrent également le diagnostic du besoin et l'établissement du profil psychologique.

Article 13.4 : Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

Le taux de la T.V.A est celui en vigueur au moment de l'établissement de la facture par le titulaire.

Article 14 : Pénalités

Le prestataire s'engage à respecter les délais indiqués dans le calendrier fourni dans le dossier de consultation des entreprises (session 2020).

De même, le prestataire devra s'engager sur le calendrier de la session 2022. Celui-ci sera transmis ultérieurement au prestataire par le CDG 35. Il devra être **validé par les deux parties avant d'avoir valeur contractuelle**.

En cas de retard constaté par un Centre de Gestion, membre du groupement, et ce, dû au fait du titulaire, les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI sont appliquées.

Il est rappelé qu'elles sont applicables sans mise en demeure préalable.

Toutefois, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le montant de la pénalité est de 150 euros-montant forfaitaire-par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité n'est accordée durant l'exécution du marché.

Il est rappelé au prestataire l'importance du respect des délais. En effet, tout retard dans la réalisation des prestations engendrerait une annulation du concours.

Article 15 : Conditions de règlement










Le paiement s'effectuera après service fait sur la base de la facture émise par le titulaire à chaque membre du groupement ayant commandé des tests.

Article 16 : Présentation des demandes de paiement

Les Centres de Gestion du groupement de commande de ce marché sont chacun chargés de l'exécution de la partie les concernant. Le titulaire devra donc adresser ses demandes de règlement au Centre de Gestion qui lui a commandé les prestations.

Article 16.1 :Données de la facture

Après certification du service fait, les factures afférentes au paiement des prestations porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

-  le nom et l'adresse du créancier
-  le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
-  le numéro du marché
-  la date de notification du marché
-  la nature de la prestation demandée
-  le montant HT de chaque prestation
-  le taux et le montant de la TVA
-  le montant total TTC des prestations exécutées
-  la date de facturation

Article 16.2 :Format électronique

L'envoi des factures sous format électronique est à privilégier. Elles devront être adressées sous format .pdf aux adresses figurant en annexe 5 de l'acte d'engagement.

Les factures peuvent également être transmises de manière dématérialisée sur le portail Chorus Pro. Pour ce faire, les factures dématérialisées doivent impérativement comporter le n°SIRET et le budget auquel elles se rapportent, ainsi que le numéro de service et le numéro d'engagement pour certains membres du groupement de commandes. Ces informations seront communiquées si besoins lors des commandes.

L'utilisation de ce portail deviendra progressivement obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique d'ici le 1er janvier 2020, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Article 16.3 :Format papier

Si l'envoi sous format électronique n'est pas possible, les factures sous format papier, afférentes au paiement des prestations, seront établies en un original et deux exemplaires aux adresses figurant en annexe 5 de l'acte d'engagement.

Article 17 : Modalités de règlement

Les prestations seront rémunérées par mandat administratif selon la réglementation en vigueur.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Article 18 : Confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, décisions dont ils auront eu connaissance durant l'exécution du marché.

Toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur, est interdite.

Article 19 : Assurances

Seules les stipulations de l'article 9 du CCAG-PI relatives aux assurances sont applicables.

Article 20 : Résiliation

Les dispositions du CCAG-PI relatives à la résiliation du marché (chapitre 7) sont applicables.

Par dérogation à l'article 32.1.e, le marché peut également être résilié sans indemnité au profit du titulaire, dans le cas où celui-ci ne procède pas au remplacement de(s) interlocuteur(s) privilégié(s) dans les conditions indiquées à l'article 2.6 de l'acte d'engagement.

En cas de modification de la réglementation concernant l'organisation du concours de GPM (imposée aux Centres de Gestion par le pouvoir réglementaire) entraînant la suppression de tests psychotechniques, le marché public sera résilié sans que le titulaire ne puisse réclamer des indemnités.

Article 21 : Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou autres doivent impérativement être rédigés en français.

Tout litige qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché et à défaut d'accord à l'amiable, serait porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Article 22 : Modification du marché

Toute modification du présent marché fera l'objet d'un avenant.

Article 23 : Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 24 : Dérogation au CCAG-PI

L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14-1 et 14-3 du CCAG-PI

L'article 20 du CCAP déroge à l'article 32-1-e du CCAG-PI